

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 17 AOUT 2012

Direction départementale des territoires
Service Aménagement du Territoire et Risques
Pôle Planification

Affaire suivie par : Christine CHUILON
Tél. : 04 81 66 81 18
Fax : 04 81 66 80 80
courriel : christine.chuilon@drome.gouv.fr

Liste des destinataires ci-jointe

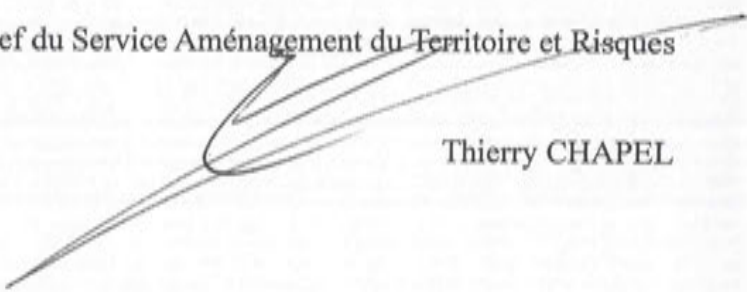
Objet : Mise à jour de la carte communale de BARNAVE
Servitude PT2 de protection des centres radioélectriques contre les obstacles

Ref : SATR/PP/CC - L12-260

P.J. : 1 décret ministériel
1 ex. plan et liste des servitudes d'utilité publique mis à jour

Suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique de protection des centres radioélectriques contre les obstacles, par décret ministériel du 16 avril 2012, je vous prie de trouver ci-joint, pour application, un exemplaire de cet arrêté accompagné d'un plan et d'une liste des servitudes d'utilité publique réactualisés concernant la commune de BARNAVE.

Le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques



Thierry CHAPEL

Copie: SATR/PP - chrono

LISTE DES DESTINATAIRES

- **MONSIEUR LE MAIRE**
26310 BARNAVE
- **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES**
20 Avenue Président Herriot – BP 1015
26000 Valence
- **CHAMBRE D'AGRICULTURE**
95, avenue Georges Brassens
CS 30418
26504 BOURG LES VALENCE
- **CONSEIL GENERAL**
26026 VALENCE Cedex 9
- **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**
Unité Territoriale de Die
Route de Valence
26150 DIE
- **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**
SATR/Pôle droit des sols
4 place Laënnec – BP 1013
26015 VALENCE Cedex

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la défense
et des anciens combattants

Décret du 15 AVR. 2012

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur
le parcours d'un faisceau hertzien

NOR : DEFD1209619D

Le Premier ministre

Sur le rapport du ministre de la défense et des anciens combattants,

Vu le code des postes et des communications électroniques, notamment ses articles L. 54
à L. 56, L. 63 et R* 21 à R* 26 ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la
ruralité et de l'aménagement du territoire en date du 25 janvier 2012 ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie en date du
1^{er} février 2012 ;

Vu l'avis de l'agence nationale des fréquences en date du 9 février 2012,

Décrète :

Article 1^{er}

Est approuvé le plan annexé au présent décret, fixant les limites de la zone spéciale de
dégagement située sur le parcours du faisceau hertzien du centre radioélectrique n° 007 057 0001
(Ardèche) au centre radioélectrique n° 026 008 0003 (Drôme).

Article 2

La zone spéciale de dégagement est définie sur ce plan par le tracé en VERT.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R* 24 du code des postes et
des communications électroniques.

10000520015 AVR. 2012

Article 3

La partie la plus haute des obstacles créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes fixées sur les plans.

Article 4

Le ministre de la défense et des anciens combattants est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 16 AVR. 2012

François FILLON

Par le Premier ministre, ministre de
l'écologie, du développement durable,
des transports et du logement ;

Le ministre de la défense et des anciens
combattants,

Gérard LONGUET

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
ET DES ANCIENS COMBATTANTS



DIRECTION INTERARMÉES
DES RESEAUX D'INFRASTRUCTURE
ET DES SYSTEMES D'INFORMATION
DE LA DEFENSE

Centre national de gestion des
fréquences
Cellule gestion sites et servitudes

Le Kremlin Bicêtre, le 06/07/2010

Plan n°10-07/03

MEMOIRE EXPLICATIF

Concernant l'établissement de servitudes radioélectriques
Contre les **OBSTACLES** au bénéfice du faisceau hertzien de :

SAINT-ROMAIN-DE-LERPS (ARDECHE) – ANFR n°007 057 0001

à

AUCELON (DROME) – ANFR n°026 008 0003

<p><u>1- Parcours du faisceau</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Station terminale A n°007 057 0001 Département de l'ARDECHE Commune de Saint-Romain-de-Lerps Lieudit : Le Chavas nord Longitude : 004°47'51''E Latitude : 44°57'54''N• Station terminale B n°026 008 0003 Département de la DROME Commune de Aucelon Lieudit : Pas de Janzac Longitude : 005°22'44''E Latitude : 44°38'09''N	<p>La description du faisceau est faite en se référant au tracé porté sur le plan au 1/50.000ème.</p> <p>Les coordonnées géographiques sont en WGS 84.</p>
<p><u>2-Rappel des textes établissant les servitudes radioélectriques contre les obstacles.</u></p>	<p>Les servitudes qui font l'objet du présent projet sont établies conformément aux dispositions du code des postes et des communications électroniques (art. L54 à L56 et R 23 à R 26).</p>

Approuvé par décret en date du 16 Avril 2012
Publié au JO n°092 du 18 Avril 2012

<p>3-<u>Etendue et nature des servitudes projetées.</u></p> <p>3a. Limite de la zone spéciale de dégagement</p> <p>3b. Limite de cote des obstacles fixes ou mobiles dans la zone spéciale de dégagement.</p> <p>3c. Etendues boisées</p> <p>4-<u>Obstacles existants dans les zones de servitudes envisagées.</u></p> <p>5-<u>Considérations diverses</u></p>	<p>A partir des stations A et B du §1, il est créé une zone spéciale de dégagement dont la largeur est fixée à 300m. Cette zone est figurée en VERT sur le plan joint.</p> <p>Dans la zone spéciale de dégagement, il est interdit, sauf autorisation du ministre de la Défense de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes rapportées au nivellement général mentionnées sur les plans joints (à titre indicatif, la hauteur sol des constructions autorisées est indiquée entre parenthèses).</p> <p>Néant (pas de déboisement envisagé).</p> <p>L'environnement est pris en l'état, au jour de l'établissement de ces servitudes, sans qu'aucune mise en conformité des obstacles existants ne soit envisagée.</p> <p>Ce plan et ce mémoire explicatif peuvent être consultés : « - à la DDT de l'Ardèche – Bureau des collectivités locales- 5 rue Pierre Filliat – BP 721 – 07007 PRIVAS CEDEX - à la DDT de la Drôme – Bureau des enquêtes publiques – 3 boulevard Vauban - 26030 VALENCE CEDEX 9 ».</p>
--	---

*Approuvé par décret en date du 16 Avril 2012
Publié au JO n°092 du 18 Avril 2012*

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale des territoires
Service Aménagement du Territoire et Risques
Pôle Planification

Affaire suivie par : Christine CHUILON
Tél. : 04 81 66 81 18
Fax : 04 81 66 80 80
courriel : christine.chuilon@drome.gouv.fr

Valence, le

21 MAI 2012

Liste des destinataires ci-jointe

Objet : Mise à jour de la carte communale de BARNAVE
Servitude AS1 relative aux périmètres de protection des captages de Pisserate et Collet de Sertou

Ref : SATR/PP/CC - L12-177

P.J. : 1 arrêté préfectoral
1 ex. plan et liste des servitudes d'utilité publique mis à jour

Suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique relatives aux périmètres de protection des captages de Pisserate et de Collet de Sertou par arrêtés préfectoraux n° 2011076-0003 et 2011076-0004 du 17 mars 2011, je vous prie de trouver ci-joint, pour application, un exemplaire de ces arrêtés accompagnés d'un plan et d'une liste des servitudes d'utilité publique réactualisés concernant la commune de BARNAVE.

P/le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du pôle planification
par intérim



Claudie BUARD

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 17 MARS 2011

Préfecture
Direction des collectivités et de l'utilité publique
Bureau des enquêtes publiques
Affaire suivie par :
Isabelle VERILHAC/Lucette MANGUIN
Tél.: 04.75.79.29.48 / 04.75.79.28.71
Fax : 04 75 79 28.55
E-mail: isabelle.verilhac@drome.gouv.fr
lucette.manguin@drome.gouv.fr

Agence Régionale de Santé
Délégation territoriale de la Drôme
Pôle prévention et gestion des risques
Service Environnement et Santé
Affaire suivie par : Michel ESMENJAUD
Tél. : 04.75.79.71.68
Fax : 04.75.40.16.90
courriel : ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr

Arrêté n° 2011 076 - 0003

portant autorisation d'utiliser de l'eau en vue de la consommation humaine,
déclaration d'utilité publique de l'instauration des périmètres de protection
et du prélèvement dans le milieu naturel
concernant le captage de « PISSERATE »
situé sur la commune de BARNAVE

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.1321 à L.1321 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le Code Minier et notamment l'article 131 ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu la délibération de la commune de BARNAVE en date du 06 octobre 2009 ;

Vu le rapport de l'Hydrogéologue Agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 28 novembre 2006 ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 juin 2010 au 6 juillet 2010 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur déposés le 13 juillet 2010 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Drôme en date 20 janvier 2011 ;

VU la consultation du pétitionnaire en date du 9 février 2011 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de BARNAVE énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de BARNAVE ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

AR R E T E

CHAPITRE I – DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET PRELEVEMENTS DE L'EAU

Article 1 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de BARNAVE :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage de « Pisserate » alias la Combe, sis sur la commune de BARNAVE ;
- la création de périmètres de protection immédiate et rapprochée, autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau ;

Article 2 : Autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine

La commune de BARNAVE est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du captage de Pisserate dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Article 3 : Caractéristiques, localisation et aménagement du captage

L'ouvrage de captage est situé sur la commune de BARNAVE, sur la parcelle cadastrée section B n°275.

Il a été réalisé en 1970.

Les coordonnées LAMBERT II étendu sont : $X = 839\,423\text{ m}$; $Y = 1\,965\,668\text{ m}$; $Z = 668\text{ m}$

Le captage de Pisserate est situé à 1200 m environ en ligne droite, au sud-ouest du centre du village en partie basse du vaste versant Nord de la montagne d'Aucelon, dont la crête bien marquée, s'étend localement entre le Col de Pennes (1040 m) à l'ouest et culmine au Pas de Jansac à l'est (1284 m). Ce versant très pentu est entièrement boisé au dessus du captage.

Le captage de Pisserate exploite les écoulements au sein du manteau d'éboulis développé sur les marnes de l'argovien. Les eaux émergent ponctuellement au fond d'un thalweg secondaire, à la faveur d'un barrage de matériaux glissés.

La source est captée par un drain de 10 à 15 mètres, implanté à faible profondeur (1 m) parallèlement à l'axe du ravin. Le drain est protégé des crues par un merlon implanté à mi distance de l'axe, soit 6 m environ.

Le drain se déverse dans une chambre de réception décantation enterrée, accessible par une cheminée fermée par un capot Foug.

Les eaux collectées sont dirigées gravitairement vers l'ouvrage de jonction avec la source du Collet de Sertou par une conduite PVC. Elles sont distribuées en mélange avec les 3 autres sources de la commune.

Article 4 : Conditions de prélèvement

Les débits maximum d'exploitation autorisés sont :

- débit de prélèvement maximum instantané de $3,6\text{ m}^3/\text{heure}$ ou $43\text{ m}^3/\text{jour}$
- totalité du débit moyen d'étiage estimé à $0,5\text{ m}^3/\text{h}$
- volume maximum annuel : $5\,000\text{ m}^3/\text{an}$

L'installation doit disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département de la Drôme.

Article 5 : Indemnisations et droit des tiers

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité du captage de Pisserate sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de BARNAVE.

Article 6 : Périmètres de protection du captage

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des installations de captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

Article 6.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate et rapprochée

I.- Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, et le cas échéant l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.

II.- Toutes mesures devront être prises pour que la commune de BARNAVE et l'autorité sanitaire soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III.- La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

Article 6.2 : Périmètre de protection immédiate

Il est défini un périmètre de protection immédiate tel que précisé sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joints au dossier (annexes IV et V). Il s'établira sur une surface de 750 m² aux dépens de la parcelle n° 275 située sur la section B, commune de BARNAVE.

Ce périmètre doit être acquis en pleine propriété par la commune, et la partie aval (au dessous de l'amas rocheux) sera entretenue en prairie naturelle de fauche.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate seront interdites toutes les activités autres que l'exploitation de l'ouvrage et l'entretien de celui-ci et du périmètre.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté.

Article 6.3 : Périmètre de protection rapprochée

Il est créé un périmètre de protection rapprochée tel que défini sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joints (annexes IV et V) qui représente une surface de 7 ha 25 a 40 ca sur la commune de BARNAVE section B.

Les parcelles soumises à l'emprise du périmètre de protection rapprochée ne sont pas à acquérir par la commune de BARNAVE. Cette aire sera néanmoins classée sur tous les documents d'aménagements opposables au tiers, relevant de la commune ou de tout autre organisme.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

Article 6.4 : Périmètre de protection éloignée

Compte tenu de l'environnement peu accessible en zone boisée, il n'a pas été défini de périmètre de protection éloignée

CHAPITRE 2 : TRAITEMENT

Les eaux issues de la source de Pisserate sont mélangées avant distribution au réservoir 100 m³ avec les 3 autres sources de Barnave.

En raison de sa vulnérabilité naturelle, la source Pisserate doit recevoir un traitement bactériologique permanent avant distribution. Le traitement peut être appliqué sur le mélange. La commune présentera une demande d'autorisation de traitement dans un délai maximum de 2 ans à compter de la publication de l'arrêté.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 7 : Respect de l'application du présent arrêté

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de BARNAVE devra être déclaré au Préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

Article 8 : Délai et durée de validité

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

Article 9 : Servitudes de passage

Une servitude d'accès au captage en domaine privé est instaurée à travers les parcelles n° 266, 270, 271, 272 et 274 (annexe III), suivant le plan et l'état parcellaire joints (annexes IV et V).

Article 10 : Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification sans délai aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie de BARNAVE pendant une durée de 2 mois, des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de Monsieur le Préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de la commune de BARNAVE.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à la Direction Territoriale de La Drôme de l'Agence Régionale de Santé, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée, l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

Article 11 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

En application de l'article L.1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la Santé Publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

Article 12 : Droit de recours

Au titre de code de la santé publique et du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Au titre du code de l'environnement et conformément à l'article R514.3-1, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de 1 an à compter de sa publication de l'affichage. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 13 : Mesures exécutoires

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de Barnave, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Rhône-Alpes, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie de Barnave.

Fait à Valence, le **17 MARS 2011**

Le Préfet

Pour le Préfet *en déléguation*,
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA

Liste des annexes :

- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée
- annexe III: servitudes de passage
- annexe IV : plan parcellaire (PPI - PPR - Servitudes de passages)
- annexe V : état parcellaire

Valence, le 17 MARS 2011
Par le Préfet, en délégation,
La Secrétaire Générale

Protection du captage Pisserate

Sis sur la commune de BARNAVE

Charlotte LECA

Annexe I – Servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate

PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Il est créé un périmètre de protection immédiate. Il s'établit sur une surface de 750 m² aux dépens de la parcelle cadastrée n° 275 de la section B du plan cadastral de la commune de BARNAVE, tel que défini sur le plan et l'état parcellaire joints (annexes IV et V)

Ce périmètre a pour but de préserver le drain et l'ouvrage de captage contre les risques de dégradation et la fréquentation par les animaux.

Obligations :

- Ce périmètre sera acquis en pleine propriété par la commune et devra le rester pendant toute la durée d'exploitation des ouvrages
- La surface est entretenue sans dépression, ni ravinement. La couverture herbacée est entretenue par fauchage ; les repousses arbustives sont arrachées ;
- Le périmètre immédiat est clôturé et maintenu fermé (contre l'intrusion de la faune sauvage)
- Les ouvrages sont munis de fermetures inviolables, interdisant l'accès à l'eau.

Toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien et l'exploitation des ouvrages y sont interdites.

Ce périmètre doit être acquis en pleine propriété par la commune, et la partie aval (au dessous des amas rocheux) sera entretenue en prairie naturelle de fauche.

Annexe II – Servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée

PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Il s'étend à l'amont de la source sur le bassin d'alimentation. Il couvre une superficie totale de 7ha 25 a 40 ca, sur la commune de BARNAVE, section B suivant le plan et l'état parcellaire joints (annexes IV et V).

Sur l'ensemble du périmètre de protection rapprochée, qui n'est pas à acquérir par la commune

Sont interdits :

Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions accidentelles ou diffuses :

Les constructions nouvelles, potentiellement polluantes ou de nature à perturber les écoulements superficiels et souterrains.

L'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement, présentant un risque de pollution des eaux souterraines.

Les dépôts et stockages de toute nature (lisiers, fumiers, produits fermentescibles, radioactifs, toxiques, hydrocarbures), et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

L'épandage de produits organiques ou chimiques susceptibles de migrer massivement avec les eaux de ruissellement (lisiers, fumiers frais, produits fermentescibles, etc...), et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

L'usage de désherbants et de produits phytosanitaires.

la création de parc d'élevage d'animaux sauvages, le parcage de troupeaux domestiques avec point d'eau et de nourrissage).

Le camping, la pratique des sports mécaniques ou l'établissement de parcours équestre.

Les faits susceptibles de favoriser les infiltrations rapides et d'affaiblir la protection naturelle des eaux souterraines :

la recherche et le captage des eaux souterraines, sauf renouvellement et amélioration du captage communal.

l'exploitation de carrières à ciel ouvert, la création ou le remblaiement d'excavation.

La création de banquettes de culture, le défrichage des parcelles boisées.

la création de retenue d'eau.

La création de piste ou fossés perturbant l'écoulement naturel des eaux (sauf piste d'accès au captage et pistes forestières à vocation de gestion du massif et de DFCI).

ET D'UNE MANIERE GENERALE TOUS LES FAITS SUSCEPTIBLES D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES.

Sont réglementés :

Exploitation forestière :

Les activités d'exploitation devront respecter les objectifs de la protection : maîtrise de l'érosion et libre circulation des eaux dans les thalwegs.

La création de pistes forestières à vocation de gestion du massif forestier, et en particulier la Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) : L'aménagement d'infrastructures nécessaires à la gestion et à l'entretien du massif forestier à travers le périmètre de protection rapprochée est soumis à l'accord des services de l'Etat chargés de la réglementation forestière. Les projets seront subordonnés à l'avis favorable de l'autorité sanitaire, qui pourra demander l'étude des impacts sur la source pour le passage de points singuliers. L'accès sera limité aux seules nécessités de protection et d'entretien du massif forestier. Les pistes seront remises en état (coupures d'eau, ornières...) immédiatement après chaque campagne d'utilisation. »

Cultures : L'exploitation des terres cultivables est autorisée, suivant des pratiques respectueuses de l'environnement. Seuls les composts organiques matures et les engrais chimiques « lents » sont autorisés pour la fertilisation des cultures, afin de limiter le risque de contamination bactérienne et chimique des eaux souterraines. Le traitement phytosanitaire doit être orienté vers les pratiques biologiques.

Obligation : A proximité du captage, le thalweg de circulation des eaux de ruissellement sera régulièrement visité et entretenu pour favoriser un libre écoulement des eaux, sans retenues ni zones d'infiltration.

Annexe III – Servitudes de passage

SERVITUDE DE PASSAGE

Une servitude d'accès au captage est établie suivant le plan et l'état parcellaire joints (annexes IV et V), à travers les parcelles n° 266, 270, 271, 272, et 274.

COMMUNE DE BARNAVE

CAPTAGE DE PISSERATE

ETAT PARCELLAIRE - ANNEXE V

à l'arrêté n° 2011.076-0003 du 14/3/12
Valence, le 17 MARS 2011
pour le Préfet par délégation,
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA

N° D'ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES Selon les documents cadastraux	INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE	
		Section	Parcelle	Lieu-dit	Superficie	Nature de culture	Acquise	A acquérir
COMMUNE DE BARNAVE <u>PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE</u>								
1	<u>Nu-Propriétaire</u> M. BRACHET Christian Esaie Né le 08/12/1955 à 26 DIE Epx : ANDRE Isabelle Dem : Les Combettes 26310 BARNAVE <u>Usufruitier</u> M. BRACHET Fernand Esaie Né le 22/04/1920 à 26 BARNAVE Epx : VACHE Dem : Le Village 26310 BARNAVE	B	275	Pisserate	68a 00	L-Patur		7a 50

COMMUNE DE BARNAVE

CAPTAGE DE PISSERATE

ETAT PARCELLAIRE

N° D'ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES	INDICATIONS CADASTRALES				SUPERFICIE
		Section	Parcelle	Lieu-dit	Superficie	
Selon les documents cadastraux		Nature de culture				Frappée de servitudes
COMMUNE DE BARNAVE						
PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE						
1	<u>Nu-Propriétaire</u> M. BRACHET Christian Esaie Né le 08/12/1955 à 26 DIE Epx : ANDRE Isabelle Dem : Les Combettes 26310 BARNAVE <u>Usufruitier</u> M. BRACHET Fernand Esaie Né le 22/04/1920 à 26 BARNAVE Epx : VACHE Dem : Le Village 26310 BARNAVE	B	275	Pisserale	68a 00	L-Patur

N° D'ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES	INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE	
		Section	Parcelle	Lieu-dit	Superficie	Nature de culture	Frappée de servitudes	
3	<u>Usufruitier</u> Mme MARIN Edmée Henriette Née le 14/09/1930 à 26 DIE Epx : LACOUR henri Gaston Dem : Les Fauvettes B. rue Marceau 26100 ROMANS/ISERE							
	<u>Usufruitier</u> M. LACOUR Henri Gaston Né le 01/01/1930 à 26 DIE Epx : MARIN Edmée Henriette Dem : Les Fauvettes B. rue Marceau 26100 ROMANS/ISERE							
	<u>Usufruitier</u> M. LACOUR Jacques Roger Né le 11/05/1952 à 26 DIE Epx : PANGALLO Carmela Dem : Chez Mlle BOURDON Danielle 53 rue DESCARTES 26800 PORTES LES VALENCE	B	298	Pisserate	4h 20a 70ca	BT		2h 42a 60ca
4	M. LIOTARD Patrick Roger Né le 24/01/1966 à 26 DIE Dem : Champ Martin 26310 BARNAVE Mme RAUCY Maryse Marcelle Née le 22/11/1958 à 52 JOINVILLE Epx : LIOTARD Dem : 26310 BARNAVE <u>Gérant Mandataire</u> ONF OFFICE NATIONAL DES FORETS 16 rue Laperouse 26000 VALENCE <u>Propriétaire</u> ETAT 75008 PARIS	B	276	Pisserate	2h 53a 10ca	L		2h 53a 10ca

COMMUNE DE BARNAVE
CAPTAGE DE PISSERATE
ETAT PARCELLAIRE

N° D'ORDR E	IDENTITE DES PROPRIETAIRES Selon les documents cadastraux	INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE
		Section	Parcelle	Lieu-dit	Superficie	Nature de culture	
COMMUNE DE BARNAVE CHEMIN D'ACCES (<u>Servitude de passage</u>)							
1	<u>Mu-Propriétaire</u> M. BRACHET Christian Esaie Né le 08/12/1955 à 26 DIE Epx : ANDRE Isabelle Dem : Les Combettes 26310 BARNAVE <u>Usufruitier</u> M. BRACHET Fernand Esaie Né le 22/04/1920 à 26 BARNAVE Epx : VACHE Dem : Le Village 26310 BARNAVE	B	270	Pisserate	34a 20ca	T	3a 30
			271	Pisserate	1a 10ca	BT	0a 25ca
			274	Pisserate	80a 20ca	T	7a 15ca
5	M. DUCOMET Vincent Jacques Né le 16/11/1957 à 26 DIE Epx : MARTY Annick Dem : Le Serre 26310 BARNAVE Mme MARTY Annick Née le 29/01/1947 à 24 BELVES Epx : DUCOMET Vincent Jacques Dem : Le Serre 26310 BARNAVE	B	266	La Combe	19a 00ca	L	1a 80ca
			272	Pisserate	14a 20ca	T	2a 60ca

PRÉFET DE LA DRÔME

Préfecture
Direction des collectivités et de l'utilité publique
Bureau des enquêtes publiques
Affaire suivie par :
Isabelle VERILHAC/Lucette MANGUIN
Tél. : 04.75.79.29.48 / 04.75.79.28.71
Fax : 04 75 79 28.55
E-mail: isabelle.verilhac@drome.gouv.fr
lucette.manguin@drome.gouv.fr

Valence, le 17 MARS 2011

Agence Régionale de Santé
Délégation territoriale de la Drôme
Pôle prévention et gestion des risques
Service Environnement et Santé
Affaire suivie par : Michel ESMENJAUD
Tél. : 04.75.79.71.68
Fax : 04.75.40.16.90
courriel : ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr

Arrêté n° 2011 046-0004

portant autorisation d'utiliser de l'eau en vue de la consommation humaine,
déclaration d'utilité publique de l'instauration des périmètres de protection
et du prélèvement dans le milieu naturel
concernant le captage de « COLLET DE SERTOU »
situé sur la commune de BARNAVE

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.1321 à L.1321 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

Vu le Code Minier et notamment l'article 131 ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu la délibération de la commune de BARNAVE en date du 06 octobre 2009 ;

Vu le rapport de l'Hydrogéologue Agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 27 décembre 2006 ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 juin 2010 au 6 juillet 2010 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur déposés le 13 juillet 2010 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Drôme en date 20 janvier 2011 ;

VU la consultation du pétitionnaire en date du 9 février 2011 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de BARNAVE énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de BARNAVE ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

A R R E T E

CHAPITRE I – DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET PRELEVEMENTS DE L'EAU

Article 1 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de BARNAVE :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage de « Collet de Sertou » alias l'Ubac, sis sur la commune de BARNAVE ;
- la création de périmètres de protection immédiate et rapprochée, autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

Article 2 : Autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine

La commune de BARNAVE est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du captage de Collet de Sertou dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Article 3 : Caractéristiques, localisation et aménagement du captage

L'ouvrage de captage est situé sur la commune de BARNAVE, sur la parcelle cadastrée section B1 n° 64.

Il a été réalisé en 1952 et partiellement rénové en 2006.

Les coordonnées LAMBERT II étendu sont : X = 840,404 m ; Y = 1 965 986 m ; Z = 670 m

Le captage du Collet de Sertou est situé à 700 m environ en ligne droite au sud du village, en partie basse du versant nord de la montagne d'Aucelon dont la crête bien marquée s'étend localement entre le Col de Pennes (1040 m) à l'ouest et culmine au Pas de Jansac à l'est (1284 m). Le versant très pentu est entièrement boisé au dessus du captage.

Le captage du Collet de Sertou exploite les écoulements au sein du manteau d'éboulis ainsi que des circulations préférentielles collectés par les gros bancs calcaires au sein de la formation marno-calcaire. La source émerge en 2 niveaux calcaires superposés, dans une cavité dégagée au flanc d'un talus artificiel d'une dizaine de mètres de hauteur créée par la recherche d'eau. La cavité est fermée par un mur. Elle est accessible par une petite porte.

Une canalisation de liaison déverse le débit dans une chambre de décantation et mise en charge semi enterrée, accessible par une porte frontale.

Les eaux collectées sont dirigées gravitairement vers l'ouvrage de jonction avec la source de Pisserate par une conduite fonte. Elles sont distribuées en mélange avec les 3 autres sources de la commune.

Article 4 : Conditions de prélèvement

Les débits maximum d'exploitation autorisés sont :

- débit de prélèvement maximum instantané de 5,5 m³/heure ou 66 m³/jour
- totalité du débit d'étiage moyen estimé à 1 m³/h
- volume maximum annuel : 9 000 m³/an

L'installation doit disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département de la Drôme.

Article 5 : Indemnisations et droit des tiers

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité du captage de Collet de Sertou sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de BARNAVE.

Article 6 : Périmètres de protection du captage

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des installations de captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

Article 6.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate et rapprochée

I.- Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, et le cas échéant l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.

II.- Toutes mesures devront être prises pour que la commune de BARNAVE et l'autorité sanitaire soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III.- La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

Article 6.2 : Périmètre de protection immédiate

Il est défini un périmètre de protection immédiate tel que précisé sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joints au dossier (annexes IV et V). Il s'établira sur une surface de 450 m² aux dépens de la parcelle n° 64 située sur la section B1, commune de BARNAVE.

Ce périmètre doit être acquis en pleine propriété par la commune et devra le rester pendant toute la durée d'exploitation des ouvrages.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate seront interdites toutes les activités autres que l'exploitation de l'ouvrage et l'entretien de celui-ci et du périmètre.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté.

Article 6.3 : Périmètre de protection rapprochée

Il est créé un périmètre de protection rapprochée tel que défini sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joints au dossier (annexes IV et V) qui représente une surface de 3 ha 40 a 70 ca sur la commune de BARNAVE section B1 parcelles n° 64*, n° 359 (* pour partie).

Les parcelles soumises à l'emprise du périmètre de protection rapprochée ne sont pas à acquérir par la commune de BARNAVE. Cette aire sera néanmoins classée sur tous les documents d'aménagements opposables au tiers, relevant de la commune ou de tout autre organisme.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

Article 6.4 : Périmètre de protection éloignée

Compte tenu de l'environnement peu accessible en zone boisée, il n'a pas été défini de périmètre de protection éloignée

CHAPITRE 2 : TRAITEMENT

Les eaux issues de la source de Collet de Sertou sont mélangées avant distribution au réservoir 100 m³ avec les 3 autres sources de Barnave.

En raison de sa vulnérabilité naturelle, la source du Collet de Sertou doit recevoir un traitement bactériologique permanent avant distribution. Le traitement peut être appliqué sur le mélange.

La commune présentera une demande d'autorisation de traitement dans un délai maximum de 2 ans à compter de la publication de l'arrêté.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 7 : Respect de l'application du présent arrêté

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de BARNAVE devra être déclaré au Préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

Article 8 : Délai et durée de validité

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

Article 9 : Servitudes de passage

Une servitude d'accès au captage en domaine privé est instaurée à travers la parcelle n° 64 B1 (annexe III) suivant plan et état parcellaire joints (annexes IV et V).

Article 10 : Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification sans délai aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie de BARNAVE pendant une durée de 2 mois, des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de Monsieur le Préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de la commune de BARNAVE.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à la Direction Territoriale de La Drôme de l'Agence Régionale de Santé, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée, l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

Article 11 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

En application de l'article L.1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la Santé Publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

Article 12 : Droit de recours

Au titre du code de la santé publique et du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.

Au titre du code de l'environnement et conformément à l'article R514.3-1, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de 1 an à compter de sa publication de l'affichage. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 13 : Mesures exécutoires

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de BARNAVE, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Rhône-Alpes, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie de BARNAVE.

Fait à Valence, le **17 MARS 2011**

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA

Liste des annexes :

- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée
- annexe III: servitudes de passage
- annexe IV : plan parcellaire (PPI - PPR - Servitudes de passages)
- annexe V : état parcellaire

Valence, le 17 MARS 2011

Protection du captage de Collet de Sertou

Sis sur la commune de BARNAVE

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Annexe I – Servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate

PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Il est créé un périmètre de protection immédiate. Il s'établit sur une surface de 450 m² pris sur la parcelle cadastrée n° 64 de la section B1 du plan cadastral de la commune de BARNAVE, tel que défini sur le plan et l'état parcellaire joints (annexes IV et V)

Ce périmètre a pour but de préserver le drain et l'ouvrage de captage contre les risques de dégradation et la fréquentation par les animaux.

Obligations :

- Ce périmètre est acquis en pleine propriété par la commune et devra le rester pendant toute la durée d'exploitation des ouvrages
- La surface sous la falaise est entretenue sans dépression, ni ravinement. La couverture herbacée est entretenue par fauchage ; les repousses arbustives sont arrachées ;

Rappel : la partie talutée dans les marnes est très friable. La partie supérieure du talus doit rester sans intervention sur la végétation qui maintient le terrain en place.

- L'accès à la zone de captage n'est pas clôturé, compte tenu de sa situation dans une enclave peu accessible. L'accès sera barré par une barrière maintenue fermée. L'interdiction de pénétrer sera signalé par un panneau informatif.
- Les ouvrages sont munis de fermetures inviolables, interdisant l'accès à l'eau.

Toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien et l'exploitation des ouvrages y sont interdites.

Annexe II – Servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée

PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Il s'étend à l'amont de la source sur le bassin d'alimentation. Il couvre une superficie totale de 3ha 40 a 70 ca, sur la commune de BARNAVE, section B1 suivant le plan et l'état parcellaire joints (annexes IV et V)

Sur l'ensemble du périmètre de protection rapprochée qui n'est pas à acquérir par la commune

Sont interdits :

Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions accidentelles ou diffuses :

Les constructions nouvelles, potentiellement polluantes ou de nature à perturber les écoulements superficiels et souterrains.

L'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement, présentant un risque de pollution des eaux souterraines.

Les dépôts et stockages de toute nature (lisiers, fumiers, produits fermentescibles, radioactifs, toxiques, hydrocarbures), et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

L'épandage de produits organiques ou chimiques susceptibles de migrer massivement avec les eaux de ruissellement (lisiers, fumiers frais, produits fermentescibles, etc...), et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

L'usage de désherbants et de produits phytosanitaires

la création de parc d'élevage d'animaux sauvages, le parage de troupeaux domestiques avec point d'eau et de nourrissage.

Le camping, le caravanning, la pratique des sports mécaniques ou l'établissement de parcours équestre.

Les faits susceptibles de favoriser les infiltrations rapides et d'affaiblir la protection naturelle des eaux souterraines :

la recherche et le captage des eaux souterraines, sauf renouvellement et amélioration du captage communal.

l'exploitation de carrières à ciel ouvert, la création ou le remblaiement d'excavation.

La création de banquettes de culture, le défrichage des zones boisées.

la création de retenue d'eau.

La création de piste, voirie ou fossés perturbant l'écoulement naturel des eaux (sauf piste d'accès au captage et pistes forestières à vocation de gestion du massif et de DFCI)

Et D'UNE MANIERE GENERALE TOUS LES FAITS SUSCEPTIBLES D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES

Sont réglementés :

Exploitation forestière :

Les activités d'exploitation devront respecter les objectifs de la protection : maîtrise de l'érosion et libre circulation des eaux dans les thalwegs. Sont interdits : le débardage par temps de pluie, le dessouchage et le sous-solage.

La création de pistes forestières à vocation de gestion du massif forestier, et en particulier la Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) : L'aménagement d'infrastructures nécessaires à la gestion et à l'entretien du massif forestier à travers le périmètre de protection rapprochée est soumis à l'accord des services de l'Etat chargés de la réglementation forestière. Les projets seront subordonnés à l'avis favorable de l'autorité sanitaire, qui pourra demander l'étude des impacts sur la source pour le passage de points singuliers. L'accès sera limité aux seules nécessités de protection et d'entretien du massif forestier. Les pistes seront remises en état (coupures d'eau, ornières...) immédiatement après chaque campagne d'utilisation. »

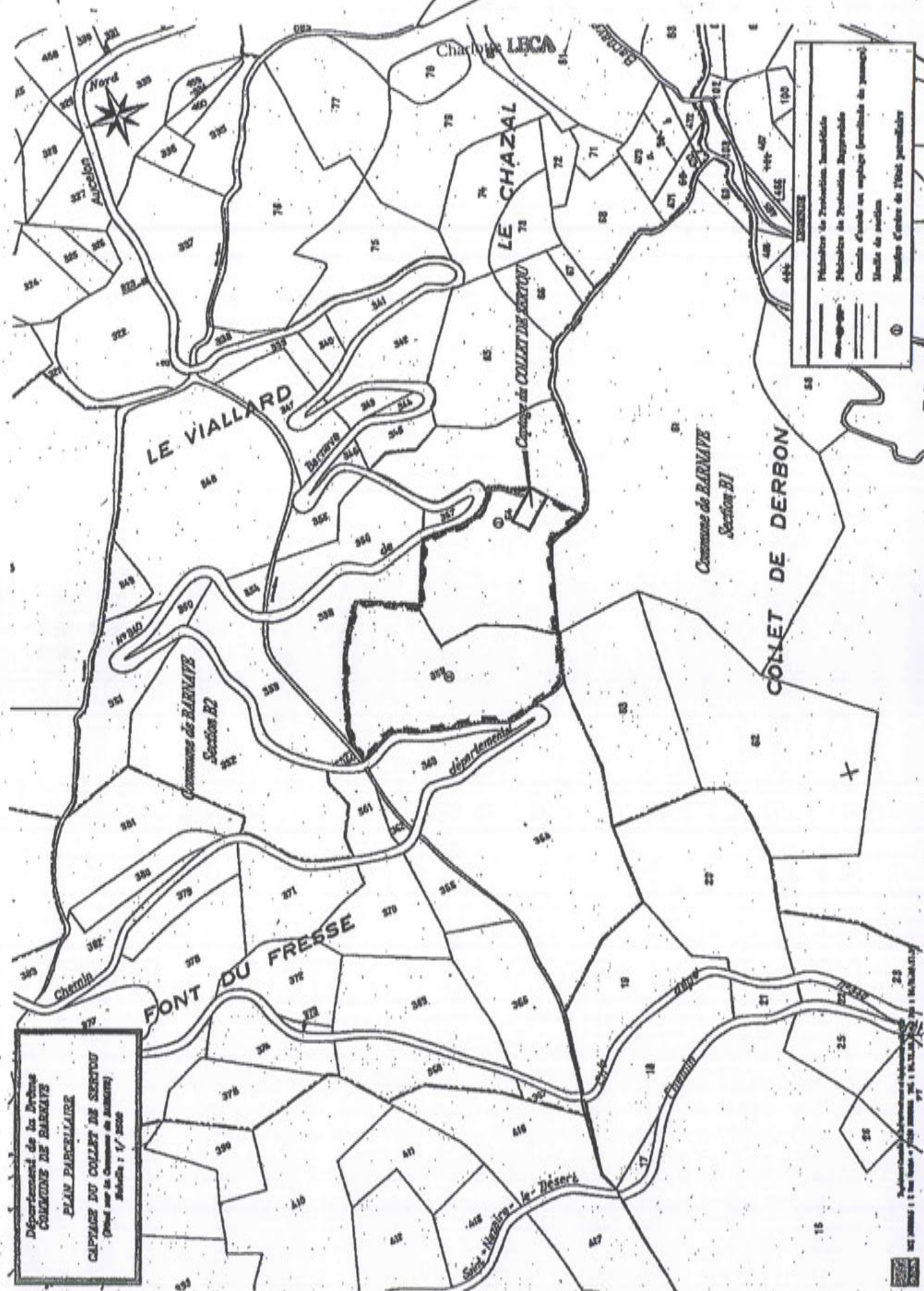
Cultures :

L'exploitation des terres cultivables est autorisée, suivant des pratiques respectueuses de l'environnement. Seuls les composts organiques matures et les engrais chimiques « lents » sont autorisés pour la fertilisation des cultures, afin de limiter le risque de contamination bactérienne et chimique des eaux souterraines ; Le traitement phytosanitaire doit être orienté vers les pratiques biologiques.

Annexe III – Servitudes de passage

SERVITUDE DE PASSAGE

Une servitude d'accès au captage est établie suivant le plan et l'état parcellaire joint (annexes IV et V), à travers la parcelle n° 64 section B1.



Annexe IV

COMMUNE DE BARNAVE
 CAPTAGE DU COLLET DE SERTOU
 ETAT PARCELLAIRE

ANNEXE V

N° D'ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES Selon les documents cadastraux	INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE	
		Section	Parcelle	Lieu-dit	Superficie	Nature de culture	Acquise	A acquérir
COMMUNE DE BARNAVE <u>PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE</u>								
1	M. LEFORT Vincent François Né le 22/05/1958 à 75 SURESNES Dem : les fonts du Village 26310 BARNAVE Mlle HEMBISE Sylvie Germaine Née le 30/07/1957 à 59 LILLE Dem : les fonts du Village 26310 BARNAVE	B	64	Le Chazal	1h 92a 90ca	L		4a 50

Vu pour être annexé
 à l'arrêté n° 2011.076-0004 du 17
 Pour le Préfet, par délégué
 Valérie, Le Secrétaire Général
 Charlotte LECA

COMMUNE DE BARNAVE
CAPTAGE DU COLLET DE SERTOU
ETAT PARCELLAIRE

N° D'ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES Selon les documents cadastraux	INDICATIONS CADASTRALES				SUPERFICIE	
		Section	Parcelle	Lieu-dit	Superficie		Nature de culture
COMMUNE DE BARNAVE							
PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE							
1	M. LEFORT Vincent François Né le 22/05/1958 à 75 SURESNES Dem : les fontis du Village 26310 BARNAVE Mlle HEMBISE Sylvie Germaine Née le 30/07/1957 à 59 LILLE Dem : les fontis du Village 26310 BARNAVE	B	64	Le Chazal	1h 92a 90ca	L	1h 88a 40ca
2	Mme BARNIER Sylvaine, Françoise Epx : BARNIER/GAUX Née le 05/08/1948 à 26 DIE Dem : LES PORTERONDS 26400 DIVAJEU	B	359	Font du Fresse	1h 52a 30ca	L - Patur	1h 52a 30ca

**COMMUNE DE BARNAVE
CAPTAGE DU COLLET DE SERTOU
ETAT PARCELLAIRE**

N° D'ORDRE	IDENTITE DES PROPRIETAIRES Selon les documents cadastraux	INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE
		Section	Parcelle	Lieu-dit	Superficie	Nature de culture	Frappée de servitudes
COMMUNE DE BARNAVE CHEMIN D'ACCES (Servitude de passage)							
1	M. LEFORT Vincent François Né le 22/05/1958 à 75 SURESNES Dem : les fonts du Village 26310 BARNAVE Mlle HEMBISE Sylvie Germaine Née le 30/07/1957 à 59 LILLE Dem : les fonts du Village 26310 BARNAVE	B	64	Le Chazal	1h 92a 90ca	L	1a 60ca

Valence, le 8 juillet 2008

COMMUNE DE BARNAVE
CARTE COMMUNALE

APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : *délibération en date du 22 janvier 2008*

Date de transmission au Préfet : *23 janvier 2008*

Date de l'arrêté préfectoral pour accord : *5 mars 2008*

Mesures de publicité :

- . Affichage en mairie : 25 avril 2008
- . Insertion dans la presse : 25 avril 2008


Contrôle de légalité

- . Date de la lettre au maire :
- . Observations : NON

***Date à laquelle la délibération devient
exécutoire***

25 avril 2008

Pour le Chef du Service Aménagement et Risques
le Responsable de l'Atelier d'Aménagement p.i.,


Laurence BOF

ARRETE n° 08-1020
portant sur l'approbation de la carte communale
de **BARNAVE**

LE PREFET,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 124-1 à L 124-4 et R 124-1 à R 124-8 concernant les cartes communales,

VU la délibération de la commune de Barnave décidant l'élaboration de la carte communale le 13 février 2006

VU l'arrêté municipal du 18 juillet 2007 mettant à l'enquête publique la carte communale,

VU le rapport du commissaire enquêteur,

VU le dossier technique,

VU la délibération du conseil municipal de Barnave approuvant la carte communale,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,

ARRETE :

Article 1er : la carte communale de la commune de Barnave créée par délibération du conseil municipal en date du 22 janvier 2008 est approuvée et fait l'objet d'un avis favorable de l'Etat.

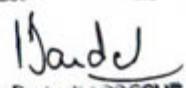
Article 2 : le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Mention de l'affichage du présent arrêté et de la délibération d'approbation du conseil municipal de Barnave seront insérés dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans les deux mois suivant sa notification.

Article 4 : Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipement, le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Valence, le 15 M. 1AR. 2008

Le PREFET,

Pour le Préfet - déléguation,
Le Secrétaire Générale

Marie-Paule BARDECHE

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Valence, le 25 MAR. 2008

Monsieur le Préfet

à

Monsieur le Maire
de BARNAVE

Par délibération en date 13 février 2006, vous aviez prescrit l'élaboration de la carte communale de BARNAVE.

Suite à l'enquête publique, votre conseil municipal a approuvé cette carte communale en date du 22 janvier 2008 et me l'a transmis pour approbation.

Aussi, ai-je l'honneur de vous transmettre sous ce pli l'arrêté préfectoral n° 08-1020 portant sur l'approbation de votre carte communale.

Le PREFET,

Par le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale


Marie-Paule BARDECHE

MAIRIE DE BARNAVE

26310

Direction Départementale de l'Équipement
de la Drôme

17 JUIL. 2008

Le 15 juillet 2008

Service SAR-AA

Le Maire

A DDE Service SAR/AA
4 Place Laënnec
BP 1013
26015 VALENCE CEDEX

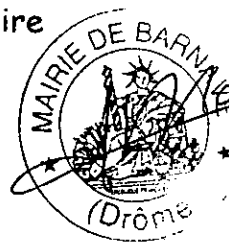
OBJET : Diffusion de la carte communale

P.J. : 1 dossier

Suite à la délibération du conseil municipal et à l'arrêté préfectoral approuvant la carte communale, celle-ci est désormais applicable, les mesures de publicité ayant été réalisées.

Vous trouverez, sous ce pli, un exemplaire du dossier pour votre information ainsi qu'un exemplaire sous forme de CD Rom.

Le Maire



EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BARNAVE

.=.=.=.=..

SEANCE DU 22 JANVIER 2008

Nombre	de	Membres
En	Présents	Qui ont pris
exercice		part à la
		délibération
9	9	9

Date de convocation
15/01/08

Date d'affichage
15/01/08

Objet de la délibération :
**APPROBATION DE LA
CARTE COMMUNALE**

L'an deux mil huit, le vingt deux janvier

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Marc MATISSE, Maire.

Présents : - E. FOURNIER - C. ANDRE - V. DUCOMET - D. SEGOND - C. SERRATRICE - J.L. BADOUX - H. CARLOT - D. CURCIO

Secrétaire de séance : Hélène CARLOT

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.124-1 et suivants et R. 124-1 et suivants ;

Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2224-10 ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 13-02-2006 donnant son avis sur l'opportunité d'élaborer une carte communale sur le territoire de la commune ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 4-06-2007 donnant son avis sur le projet de carte communale sur le territoire de la commune ;

Vu les documents transmis par M. le Préfet le 6-07-2006 ;

Vu l'arrêté du maire n° 2007/4 en date du 18-07-2007 soumettant en enquête publique le projet de carte communale ;

Vu les conclusions du commissaire enquêteur.

Monsieur le maire présente les observations qui ont été faites sur le projet de carte communale ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur M. Vienney.

Après avoir entendu l'exposé du maire :

Considérant les observations faites au cours de l'enquête publique, les conclusions du commissaire enquêteur et l'exposé du maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

1. Décide d'approuver la carte communale ;
2. Indique que la présente délibération sera transmise au Préfet afin qu'il approuve par arrêté la carte communale
3. Indique qu'elle fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois

Mention de cet affichage sera en outre inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, dès réception de l'arrêté préfectoral approuvant la carte communale.

L'arrêté préfectoral sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans le département.

- Dit que la carte communale approuvée par le conseil municipal et le Préfet sera tenue à la disposition du public en mairie et à la Préfecture, aux heures et jours habituels d'ouverture ;

- Dit que la présente délibération en produira ses effets qu'après accord du Préfet par arrêté, et dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prévues, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Au registre sont les signatures,
Pour copie conforme,
Le Maire,

